

TIMOR ORIENTAL

Face à la violence, les espoirs s'amenuisent

SOMMAIRE

Introduction	<i>page 2</i>
Évolution récente en matière de droits humains	<i>page 4</i>
Les personnes déplacées	4
Autres préoccupations relatives aux droits humains	6
Les menaces contre la MINUTO, les électeurs et le processus de consultation populaire	<i>page 9</i>
L'impunité	<i>page 11</i>
Les exactions de l'opposition	<i>page 12</i>
L'après-scrutin	<i>page 14</i>
Recommandations	<i>page 15</i>

Introduction

La phase opérationnelle du processus de consultation populaire au Timor oriental, retardée de plusieurs semaines pour des raisons de sécurité et de logistique, a finalement débuté. Malgré les inquiétudes persistantes quant aux conditions de sécurité, suscitées notamment par les opérations que mènent les milices intégrationnistes pour faire capoter le processus, plus de 430 000 Timorais de l'Est se sont inscrits sur les listes électorales en vue du scrutin qui, prévu pour le 30 août 1999, devrait déterminer le statut futur du territoire.

Le secrétaire général des Nations unies a néanmoins souligné que les conditions de sécurité au Timor oriental n'étaient toujours pas satisfaisantes et que des améliorations étaient indispensables pour que les phases suivantes de la consultation populaire puissent avoir lieu¹. La responsabilité de ces améliorations incombe exclusivement au gouvernement indonésien qui, aux termes des accords du 5 mai 1999, s'est engagé à veiller à ce que prévale un « *climat de sécurité exempt de violence et de toute autre forme d'intimidation [...] condition préalable à la tenue d'un scrutin libre et régulier au Timor oriental* »².

Dans un rapport publié en juin 1999 à la suite d'une visite au Timor oriental, Amnesty International mettait en évidence l'existence d'un climat favorable aux violations des droits humains visant les partisans, avérés ou supposés, de l'indépendance du territoire. Ce document soulignait également l'atmosphère générale d'insécurité et de peur engendrée par les activités des milices intégrationnistes, visiblement soutenues par les *Tentara Nasional Indonesia* (TNI, Forces armées indonésiennes) et, à un moindre degré, par la police³.

Malgré une certaine diminution des violations signalée depuis le déchaînement de violence des mois d'avril et mai 1999, Amnesty international reste profondément préoccupée par la situation au Timor oriental en matière de droits humains. L'Organisation craint que de nombreux Timorais de l'Est ne puissent toujours pas participer intégralement au processus de consultation populaire, ou qu'ils ne puissent le faire qu'en prenant des risques sérieux. Parmi les personnes les plus vulnérables figurent des milliers de gens qui ont été déplacés, essentiellement lors d'opérations menées par les milices, et qui n'ont pas encore pu rentrer chez eux car les autorités indonésiennes ne garantissent toujours pas leur sécurité. Les partisans de l'indépendance, les étudiants et lycéens et les membres d'organisations non gouvernementales, entre autres, continuent eux aussi d'être menacés d'atteintes à leurs droits fondamentaux. Ces dernières semaines, le personnel de la Mission des Nations unies au Timor oriental (MINUTO), créée en mai 1999 par le Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre en œuvre la consultation populaire au Timor oriental, a également été la cible de menaces et

1. Lettre du secrétaire général des Nations unies au président du Conseil de sécurité, en date du 26 juillet 1999 (S/1999/822, 26 juillet 1999).

2. Trois accords, (ci-après appelés collectivement les Accords), ont été signés le 5 mai 1999 par les gouvernements portugais et indonésien, sous les auspices des Nations unies. Ces trois accords sont les suivants : un accord principal définissant les conditions dans lesquelles doit se dérouler la consultation populaire et les conséquences politiques du scrutin ; un accord sur les modalités précisant le calendrier, les critères ouvrant droit au vote et les détails des phases opérationnelles du processus ; et un accord concernant la sécurité, dont la responsabilité incombe aux forces de sécurité indonésiennes compétentes.

3. *East Timor: Seize the moment* (index AI : ASA 21/49/99) [Timor oriental : une occasion à saisir], juin 1999.

de violences de la part des milices.

Quelques tentatives d'intimidation ont été signalées de la part de groupes indépendantistes. Le groupe indépendantiste d'opposition armé *Forças Armadas de Libertacao Nacional de Timor* (*Falintil*, Armée de libération nationale du Timor oriental), a pour sa part été accusé d'avoir commis des exactions. La majorité des atteintes aux droits humains restent cependant le fait de milices intégrationnistes, qui continuent de bénéficier du soutien ou de la bienveillance de l'armée et de la police indonésiennes.

Les attaques contre les membres du personnel de la MINUTO et divers autres événements dus à l'insécurité dans le territoire ont amené le secrétaire général de l'ONU à reporter de trois semaines l'échéance initialement prévue pour le début de la phase d'inscription des électeurs, en la fixant au 13 juillet 1999, date à laquelle la MINUTO devait être entièrement déployée. Un nouveau délai de trois jours, portant la date d'enregistrement au 16 juillet, a été décidé un peu plus tard, en raison de la persistance des problèmes de sécurité. Le secrétaire général des Nations unies a finalement pris la décision de commencer l'enregistrement des électeurs sur la foi d'assurances données par le gouvernement indonésien que des mesures allaient être prises pour améliorer la situation. Le secrétaire général a néanmoins noté à l'époque qu'il était impossible de conclure que « *les conditions de sécurité requises [étaient] réunies pour que le processus de consultation populaire se déroule dans le calme sur l'ensemble du territoire* »⁴.

Pour que les premières étapes du processus de consultation populaire puissent être menées à bien, toute complaisance doit être exclue. Les droits à la liberté d'association, d'expression et de mouvement seront mis à rude épreuve pendant la campagne électorale et le jour même du scrutin. La présence de la MINUTO au Timor oriental a eu certaines répercussions positives en matière de droits humains. Cependant, les autorités indonésiennes doivent encore prendre les mesures susceptibles de garantir que tous les Timorais de l'Est seront à même d'exercer leurs droits fondamentaux pendant le processus et au-delà. Le gouvernement indonésien n'a toujours rien fait pour désarmer et dissoudre les milices intégrationnistes ; pour enquêter sur toutes les allégations d'atteintes aux droits humains et pour arrêter et poursuivre en justice leurs auteurs présumés ; pour coopérer pleinement avec la MINUTO ou pour assurer activement et efficacement le respect de la loi et le maintien de l'ordre, conformément aux dispositions des Accords et aux normes internationales. Afin de ne pas hypothéquer les chances de transition pacifique vers un statut particulier d'autonomie au sein de l'Indonésie ou vers l'indépendance, de telles mesures s'imposent non seulement pour le processus de consultation populaire, mais aussi pour la période postérieure au scrutin.

Les autorités indonésiennes doivent montrer qu'elles sont vraiment décidées à faire aboutir ce processus, en s'acquittant sans plus tarder de leurs obligations au titre des Accords, c'est-à-dire en garantissant un climat de sécurité pour le déroulement du scrutin. Simultanément, les Nations unies, le Portugal et l'Indonésie, en tant que parties aux Accords, doivent veiller à ce que les droits fondamentaux et la sécurité des Timorais de l'Est soient également protégés dans les jours suivant le scrutin et au-delà. La communauté internationale continuera de

⁴. Lettre du secrétaire général des Nations unies au président du Conseil de sécurité, en date du 14 juillet 1999 (S/1999/786, 14 juillet 1999).

jouer un rôle central dans ce processus, non seulement en insistant pour que le gouvernement indonésien prenne au sérieux ses engagements, mais également en fournissant le soutien et les moyens nécessaires à l'ONU pour mener à bien sa mission au Timor oriental.

Évolution récente en matière de droits humains

Des milices favorables à l'intégration opèrent sur l'ensemble du territoire du Timor oriental, bafouant les droits humains avec une impunité presque totale. Il est en outre évident que des liens continuent d'unir ces groupes à l'armée et à la police indonésiennes. Toutefois, la présence visible et active de la MINUTO depuis son déploiement complet, début juillet 1999, a eu certaines répercussions positives pour les droits humains au Timor oriental.

Dans certaines zones, en particulier dans les districts de Los Palos, Viqueque, Baucau et Manatuto, situés à l'est du territoire, la situation semble s'être améliorée, bien que les milices et autres unités paramilitaires soient toujours présentes. Les personnes déplacées qui avaient fui certaines de ces zones commencent à rentrer chez elles. Les groupes et militants politiques favorables à l'indépendance jouissent également d'une plus grande latitude. Ces améliorations se sont toutefois avérées éphémères dans certains endroits. Deux attaques ont été lancées par des miliciens contre des étudiants, les 10 et 11 août 1999 à Viqueque, faisant au moins deux morts parmi les étudiants, et une tentative avortée a eu lieu contre des étudiants de Manatuto, dans la nuit du 11 au 12 août. Ces événements illustrent bien la fragilité de la trêve et la vitesse à laquelle la situation peut se détériorer.

Ailleurs, et notamment dans les districts de l'ouest du territoire (Liquica, Bobonaro, Covalima et Ainaro), les graves atteintes aux droits humains qui compromettent la mise en œuvre du processus de consultation populaire se sont poursuivies sans interruption. Dans ces zones, la situation n'a guère évolué par rapport au tableau dépeint par Amnesty International dans son rapport de juin 1999. Les manœuvres de harcèlement et d'intimidation sont monnaie courante et des cas d'homicides illégaux, d'arrestations arbitraires et de « disparitions » continuent d'être signalés.

Les personnes déplacées

Le grand nombre de personnes déplacées, au Timor oriental comme au Timor occidental, est un signe particulièrement significatif de la persistance de l'insécurité. Le secrétaire général des Nations unies a, à de multiples reprises, attiré l'attention sur la question des personnes déplacées dans ses rapports au Conseil de sécurité et, le 20 juillet, il soulignait que « *en plus de ses aspects humanitaires, le problème des déplacés a des répercussions directes sur la possibilité de tenir des élections libres et régulières* »⁵.

⁵ Question du Timor oriental. Rapport du secrétaire général (S/1999/803, 20 juillet 1999).

Le nombre total des personnes déplacées est estimé à plusieurs dizaines de milliers d'individus. Plusieurs milliers de personnes ayant fui ou ayant été déplacées de force fin 1998 et début 1999 ne sont toujours pas rentrées chez elles. Elles ont été rejointes par tous ceux qui ont fui les milices au cours des dernières semaines. Fin juillet, par exemple, on a signalé qu'environ 2 000 personnes déplacées avaient été contraintes de se réfugier dans l'enceinte de l'église de Suai, en raison de l'insécurité croissante dans les environs. Selon certaines informations, à la même période, plusieurs centaines de gens seraient arrivés à Ermera, en provenance de Liquica et de Bobonaro. Leur nombre a toutefois fluctué, en particulier au cours des dernières semaines, car certains ont repris le chemin du retour dans l'intention de s'inscrire sur les listes électorales.

Ceux qui se sont inscrits dans les localités où ils ont été réinstallés sont désormais contraints, en vertu de la réglementation de la MINUTO, d'y voter. Beaucoup devront donc attendre que le scrutin ait lieu, dans quelques semaines, pour rentrer chez eux, reprendre leurs activités et retrouver leurs familles. Cette situation de déplacement prolongé ne fait que renforcer les préoccupations concernant leurs conditions de vie et leur sécurité. Toutefois, il n'existe pas non plus de garantie de sécurité pour les Timorais qui rentrent chez eux. On signale déjà que des personnes déplacées qui avaient regagné leurs foyers à Same, dans le district de Manufahi, afin de s'y faire inscrire sur les listes électorales, auraient été obligées de repartir devant les menaces des milices.

La majorité des personnes déplacées se trouvent dans les districts de l'ouest (Covalima, Bobonaro, Liquica et Ainaro), où les milices continuent d'être particulièrement actives. La MINUTO a accès à toutes ces zones et il semble certain que la plupart des personnes déplacées en droit de voter ont pu se faire enregistrer. De graves préoccupations persistent toutefois quant à leur sécurité. Il est à craindre que ces personnes ne soient pas en mesure de participer pleinement aux phases suivantes du processus, et notamment à la campagne et au vote lui-même.

Les restrictions que continuent d'imposer les milices, dans certaines régions, à l'accès aux organismes dispensant une aide alimentaire et médicale suscitent également de sérieuses inquiétudes. Les conditions sont particulièrement difficiles à Sare et dans les villages environnants du district de Liquica, où quelque 8 000 personnes déplacées seraient toujours sous le contrôle des miliciens du groupe *Besi Merah Putih* (BMP, Fer rouge et blanc). Le BMP contrôle toujours l'accès à la région, empêchant l'aide humanitaire de parvenir jusqu'aux personnes déplacées qu'il menace, intimide ou même, dans certains cas, agresse.

Le 3 juillet 1999, les premiers secours humanitaires à atteindre les personnes déplacées de la zone depuis plus de trois mois ont été acheminés par un groupe conjoint d'organismes locaux d'aide humanitaire, accompagné d'un agent de la MINUTO. La police indonésienne avait été priée de protéger le convoi, mais elle avait refusé. Lors du trajet de retour vers Dili, le 4 juillet, des membres du BMP ont attaqué le convoi dans une opération qui a eu beaucoup de retentissement dans les médias et qui a eu lieu à Liquica, où le convoi s'était arrêté pour signaler sa présence aux autorités locales. Plusieurs personnes ont été blessées. L'un des chauffeurs a été atteint d'une balle. Bien que cette attaque se soit déroulée tout près du *Komando Distrik Militer* (KODIM, commandement militaire de district) et du commissariat de la ville, aucune action n'a été entreprise pour empêcher l'agression ou pour riposter.

Au cours des jours qui ont suivi, les autorités indonésiennes et des groupes

favorables à l'intégration ont présenté diverses versions des événements, accusant les membres du convoi d'avoir provoqué l'attaque, affirmant notamment que des coups de feu avaient été tirés depuis l'un des véhicules du convoi, qu'un milicien avait été touché et que des membres de la *Falintil* figuraient parmi les passagers. Toutes ces accusations ont été catégoriquement démenties par les membres du convoi témoins de l'attaque et par la MINUTO, qui a mené une enquête sur cette affaire. En ce qui concerne le milicien blessé, tout semble indiquer qu'il a en fait été atteint par erreur par l'un de ses collègues (comme l'a d'ailleurs reconnu un membre du BMP).

Alors que le convoi d'aide humanitaire se trouvait toujours dans la région de Sare, ses membres ont appris de la bouche de plusieurs personnes déplacées que le BMP les avait menacées de représailles pour avoir accepté des secours. Ces menaces ne sont peut-être pas étrangères à l'arrestation de sept personnes déplacées, qui auraient été appréhendées par des membres du BMP dans le village de Faulara et conduites au *Komando Rayon Militer* (KORAMIL, commandement militaire de sous-district), à Maubara. Ces sept personnes ont été capturées les 16 et 18 juillet 1999, lors d'opérations au cours desquelles une autre aurait été tuée. À l'heure où nous rédigeons ces lignes, nous n'avons aucun autre renseignement sur ces sept personnes. En outre, selon des informations non confirmées, une femme déplacée aurait été enlevée par le BMP à Faulara, conduite à un poste de milice voisin, placée en détention et violée. De plus, le BMP aurait, fin juillet, coupé la seule source d'approvisionnement en eau propre de Sare, privant ainsi des milliers de personnes d'eau potable.

Alors que les organismes humanitaires internationaux commencent à pouvoir se rendre auprès des personnes déplacées, les agences locales ne sont toujours pas en mesure de distribuer ouvertement des secours et leur personnel continue de recevoir des menaces en raison de leur action. Le 30 juillet, vers trois heures du matin, des miliciens du groupe *Aitarak* (Épine) sont entrés chez un employé d'un organisme d'aide basé à Dili et, comme ils ne le trouvaient pas, ils ont menacé l'un des membres de sa famille. Appelée au secours, la police s'est interposée. Selon certaines informations, des médecins travaillant pour ce même organisme et soignant des personnes déplacées auraient également été menacés, cette fois par des membres de deux autres milices, *Laksaur* et *Mati Hidup Demi Integras* (MAHIDI, Vivre ou mourir avec l'intégration).

Autres préoccupations relatives aux droits humains

Le rapport de juin 1999 d'Amnesty International identifiait, outre les personnes déplacées, plusieurs catégories d'individus particulièrement menacés. C'est notamment le cas des membres et des sympathisants du *Conselho Nacional da Resistencia Timorense* (CNRT, Conseil national de la résistance timoraise), organisation qui regroupe tous les mouvements favorables à l'indépendance du Timor oriental. Depuis plusieurs mois, le CNRT est systématiquement pris pour cible par les milices soutenues par les TNI et par la police indonésienne. Arrestations arbitraires, exécutions extrajudiciaires et menaces et manœuvres d'intimidation graves et persistantes ont contraint de nombreux dirigeants et membres du CNRT de passer

dans la clandestinité. Ces persécutions se sont en outre traduites par la fermeture, en avril et en mai 1999, des bureaux de l'organisation sur l'ensemble du territoire du Timor oriental.

L'amélioration de la sécurité à Dili a permis la réouverture du siège du CNRT, le 28 juin 1999. De même, les bureaux de Baucau, de Laclubar (district de Manatuto) et de Los Palos (district de Lautem) ont pu rouvrir fin juillet et début août. Toute-fois, ailleurs, les bureaux du CNRT sont restés fermés en raison de l'absence de garanties de sécurité. Certains membres de la direction du CNRT, dont beaucoup s'étaient réfugiés dans la clandestinité ou avaient demandé la protection de la police depuis avril ou mai 1999, commencent à opérer plus ouvertement, même si toute inquiétude n'a pas disparu quant à leur sécurité. D'autres continuaient de se cacher ou étaient toujours sous la protection de la police vers la mi-août. La poursuite des restrictions qui pèsent sur le CNRT contraste avec la liberté avec laquelle les groupes favorables à l'autonomie peuvent s'organiser.

Les groupes d'étudiants et de lycéens ont également pu opérer un peu plus librement en juillet 1999 et mener ouvertement, dans certains districts, leurs activités de surveillance et d'éducation civique. Leur sécurité reste néanmoins loin d'être garantie. Deux étudiants, Carlos Sarmento et Mario Soares, ont été tués par des membres de la milice 59/75⁶ armés de fusils et de couteaux qui ont attaqué, le 11 août 1999, le bureau du *Dewan Solidaritas Maha Siswa Timor Timur* (DSMTT, Conseil de solidarité des étudiants du Timor oriental) de la ville de Viqueque. Deux autres étudiants, Josefina Baptisa et Emiliano da Silva Guterres, avaient été appréhendés la veille, lors d'une précédente attaque. Josefina Baptisa a été relâchée dans les vingt-quatre heures, grâce à l'intervention d'un prêtre de la ville. Emiliano da Silva Guterres a été remis à la police, visiblement après avoir été passé à tabac pendant sa détention aux mains des miliciens. Le coordonnateur du DSMTT pour la région, Januario da Silva Belo, a lui aussi été détenu par la police. À l'heure où nous rédigeons ces lignes, nous ne disposons d'aucune autre information concernant les deux détenus et nous sommes également sans nouvelles d'un certain nombre d'autres étudiants. Les bureaux du DSMTT et de l'antenne locale du CNRT ont été détruits par les miliciens lors des attaques.

Des étudiants du DSMTT ont également été pris pour cible par des miliciens lors de deux attaques survenues au cours des quarante-huit heures ayant précédé la clôture de l'inscription sur les listes électorales. Le 5 août 1999, une vingtaine de miliciens s'en sont pris à des étudiants du DSMTT qui participaient à un meeting, tout près de l'endroit où s'effectuaient les inscriptions, dans la ville d'Ainaro. Les miliciens ont lancé des pierres, des meubles et des morceaux de béton, blessant légèrement un policier civil de la MINUTO qui était présent sur les lieux. Le lendemain, un étudiant a été grièvement blessé lors d'une attaque menée par des miliciens armés de couteaux et de machettes contre des étudiants de la ville de Same (district de Manufahi). Les miliciens ont poursuivi les étudiants jusqu'à un bureau d'enregis-

⁶. Le nombre « 59 » fait référence à 1959, année où s'est produit à Viqueque un soulèvement contre l'administration coloniale portugaise ; le nombre « 75 » fait allusion à 1975, année de l'invasion du Timor oriental par l'Indonésie.

trement voisin, qui a été obligé de fermer. Le DSMTT affirme en outre recevoir régulièrement des menaces de la part de miliciens d'*Aitarak*, qui disent vouloir attaquer son bureau de Dili.

Selon des informations récemment parvenues à une ONG présente au Timor oriental, des familles d'étudiants résidant à Beikala, une localité du sous-district de Hato Hudo, auraient reçu des menaces émanant du chef du village et de dirigeants des milices locales. Les parents de deux étudiants de l'université du Timor oriental à Dili (*Untim*) auraient été avertis que si leurs enfants revenaient dans leur village, ils seraient enterrés vivants.

Le fait que ces groupes puissent opérer un peu plus librement est dû à un certain nombre de facteurs, notamment au déploiement intégral de la MINUTO et à l'énergie avec laquelle celle-ci s'acquitte de sa mission. On peut également y voir le résultat des pressions insistantes récemment exercées sur les autorités indonésiennes par divers gouvernements et organisations intergouvernementales, ainsi que par la communauté internationale des donateurs.

Amnesty International prend acte avec satisfaction de ces signes d'amélioration en matière de liberté de mouvement et d'association, qui traduisent à ses yeux la capacité des autorités indonésiennes à influencer sur les conditions prévalant au Timor oriental. L'Organisation reste cependant préoccupée par le fait que l'Indonésie n'a toujours pas rempli les obligations qui sont les siennes aux termes des Accords et qui consistent à assurer la sécurité du processus de consultation populaire. Ceci en dépit des assurances données par les autorités indonésiennes qu'elles contrôlèrent les milices en désarmant les individus portant des armes dans les lieux publics, qu'elles arrêteraient et traduiraient en justice quiconque commet des violences, incite autrui à en commettre ou menace d'en commettre, qu'elles feraient disparaître les barrages routiers mis en place par les milices et qu'elles donneraient au personnel militaire l'ordre de se montrer impartial et de ne pas porter d'armes dans les lieux publics, hormis dans l'exercice de fonctions officielles⁷.

Ces assurances, tout comme un certain nombre d'autres engagements en faveur de la sécurité, n'ayant toujours pas été traduites dans les faits, un climat général d'insécurité continue de régner sur l'ensemble du territoire du Timor oriental. Le sentiment de peur est renforcé par certains événements, comme le meurtre arbitraire, le 1^{er} août 1999, d'un employé de banque de vingt-quatre ans, Angelino Amaral, tué par des miliciens d'*Aitarak*, à Taibesi, un quartier de Dili. Angelino Amaral a été abattu par deux miliciens, qui l'avaient arrêté alors qu'il circulait en motocyclette sur la voie publique. Il était, croit-on, sur une « *liste de personnes à abattre* » d'*Aitarak*, sans qu'on sache, toutefois, s'il y figurait en raison de son appartenance au CNRT. Bien que la police se soit rendue sur les lieux de l'homicide, elle n'a rien fait pour en arrêter les auteurs malgré la présence de témoins qui affirmaient avoir identifié les meurtriers. La frustration engendrée par la passivité de la police devait se traduire par de nouvelles violences. Des habitants du quartier ont ainsi incendié une maison voisine appartenant à un membre notoire d'*Aitarak*.

⁷ Question du Timor oriental. Rapport du Secrétaire général (S/1999/803, 20 juillet 1999).

Une semaine plus tôt, le 26 juillet 1999, un affrontement a fait plusieurs blessés sur une place de marché de Dili, le Mercado Lama. Les circonstances exactes restent à préciser, différentes versions ayant été données. Certains parlent d'une bagarre entre groupes intégrationnistes et indépendantistes, d'autres de représailles après qu'un partisan de l'indépendance eut été blessé par des miliciens, d'autres encore d'une réaction de dépit de la part de miliciens n'ayant pas réussi à se faire inscrire sur les listes électorales, faute de papiers d'identité adéquats. Plusieurs personnes connues pour leurs idées indépendantistes figuraient parmi ceux que les miliciens d'*Aitarak* ont pris pour cible lors de l'attaque. De simples badauds ont également été blessés. Un véhicule de la MINUTO qui passait par là a été pris pour cible et plusieurs personnes, dont des membres de la MINUTO, ont été menacées avec des armes à feu de fabrication artisanale.

La collusion des TNI et de la police avec les milices reste patente dans de nombreux cas. Lors de l'incident survenu au Mercado Lama, par exemple, un témoin aurait vu une personne se faire rouer de coups devant plusieurs membres de la *Brigade Mobil* (*Brimob*, brigade de la police mobile), qui étaient accourus sur les lieux. Les hommes de la *Brimob* n'auraient rien fait pour s'opposer à ce passage à tabac. Des informations non confirmées font également état de personnes conduites dans les locaux de la police du quartier par des membres d'*Aitarak*, pour y être frappées.

L'exécution extrajudiciaire d'un homme âgé de trente-cinq ans, le 18 juin 1999, a été récemment signalée. Selon plusieurs témoignages, des membres de la milice *Darah Merah* (Sang rouge) et des soldats des TNI seraient venus chercher la victime à son domicile de Manusae, un village du sous-district de Hatolia, dans le district d'Ermera, et l'auraient conduite à la caserne du bataillon territorial 143 (BTT 143). Le corps de cet homme a été retrouvé le lendemain. Il avait apparemment été torturé. Sept autres habitants du même village auraient été arrêtés le même jour mais ils ont été libérés depuis. Des équipes comprenant des miliciens et des soldats des TNI ont en outre été vues mettant le feu à des maisons du sous-district de Bazartete, dans le district de Liquica, et des barrages de contrôle tenus conjointement par des miliciens, des militaires ou des policiers ont été signalés.

Les défenseurs des droits humains, les journalistes, les membres du clergé et leurs collaborateurs laïcs ainsi que, de manière générale, ceux qui tentent d'aider les vic-times d'atteintes aux droits humains ou de signaler ces atteintes, continuent d'être la cible de manœuvres de harcèlement et d'intimidation. Des observateurs locaux et internationaux appartenant à l'organisation chargée de surveiller le scrutin, le Carter Center, ont reçu des menaces. Des coups de feu ont été tirés à six reprises par des miliciens à quelques centaines de mètres du bureau de l'organisation à Dili, au début du mois d'août.

Les menaces contre la MINUTO, les électeurs et le processus de consultation populaire

Les attaques menées contre le personnel international et local de la MINUTO contribuent à entretenir le climat d'insécurité et mettent en péril la mise en œuvre du processus de consultation populaire. Le 29 juin 1999, l'antenne de la MINUTO à Maliana, dans le district de Bobonaro, a été attaquée par une centaine de

membres de la milice *Dadurus Merah Putih*. Des pierres ont été lancées contre le bâtiment. Un membre du personnel de la MINUTO et plusieurs Timorais de la région qui s'étaient réfugiés dans les locaux ont été blessés lors de cette attaque. Selon un article paru dans la presse, un porte-parole de la police aurait confirmé la participation à cette agression de deux militaires indonésiens d'active et de trois anciens membres de l'armée en retraite.

Le lendemain, 30 juin 1999, la MINUTO a été contrainte de déménager temporairement une partie du personnel de son bureau de Viqueque, après que ses locaux eurent été encerclés deux fois par des miliciens en armes. La MINUTO a également dû suspendre ses activités, pendant dix jours, à la suite de l'attaque lancée le 4 juillet 1999 contre le convoi humanitaire de passage à Liquica. Lors de cette attaque, l'officier humanitaire de la MINUTO qui accompagnait le convoi a été menacé par des miliciens armés. Les autorités indonésiennes l'ont par la suite accusé d'avoir eu une arme à feu sur lui, alors que les membres de la MINUTO ne sont jamais armés.

Des membres du personnel local de la MINUTO ont été la cible d'une attaque menée le 5 août 1999 contre le centre d'inscription de Batugade, dans le district de Bobonaro, non loin de la frontière avec le Timor occidental. Une cinquantaine de miliciens ont fait irruption dans le centre d'inscription. Les deux interprètes de la MINUTO ont été agressés et légèrement blessés. La police et les partisans de l'auto-nomie ont cherché à justifier cette attaque en accusant les deux interprètes d'avoir eu des activités politiques. En fait, la tension était vive à Batugade depuis le début du processus d'inscription. Des responsables locaux s'étaient dits préoccupés par l'insuffisance des structures, face à la prévisible affluence de personnes déplacées de retour du Timor occidental. La MINUTO avait mis en place un certain nombre de guichets supplémentaires, mais la situation était restée délicate. La tension était encore montée d'un cran pendant la première semaine du mois d'août, lorsque la MINUTO avait refusé d'enregistrer une quarantaine de personnes venues du Timor occidental parce qu'elles détenaient de faux documents d'identité. Le *bupati* (chef du district) aurait menacé de faire boucler la zone et d'empêcher le personnel de la MINUTO de partir, tant que l'inscription n'aurait pas été effectuée comme il l'entendait. Le chef local du *Barisan Rakyat Timor Timur* (BRTT, Front populaire pour le Timor oriental), un groupe intégrationniste, aurait également proféré des menaces le 5 août 1999. Quelques heures plus tard, une bonne cinquantaine de miliciens armés de machettes et de couteaux arrivaient au centre d'inscription. La police n'a rien fait pour empêcher les miliciens de pénétrer dans le bâtiment, où ils ont agressé les deux interprètes. Le lendemain, des miliciens ont commencé à se regrouper autour du centre, obligeant les responsables à le fermer.

Les menaces de ce type, formulées à l'encontre du personnel de la MINUTO et de personnes travaillant avec cet organisme, sont monnaie courante. Début juillet, le *bupati* du district de Bobonaro a déclaré à des journalistes qu'il tuerait des membres du personnel des Nations unies – et en particulier des Australiens – s'ils n'assuraient pas la tenue d'un scrutin équitable. Les membres locaux de la MINUTO et leurs familles font régulièrement l'objet de menaces. Des personnes ayant eu des contacts avec des membres du personnel de la MINUTO ont également été menacées ou harcelées. En juillet, un homme aurait été interrogé à deux reprises par la

police du district d'Ermera, après avoir dit à un policier civil de la MINUTO que les gens étaient payés pour voter en faveur de l'autonomie. Lors de son deuxième interrogatoire, il a été retenu pendant huit heures.

Les milices, les TNI et des membres de l'administration locale ont également, de façon systématique et généralisée, harcelé et intimidé des électeurs pour tenter de déstabiliser le processus. Certains observateurs notent que ces manœuvres sont devenues moins visibles, mais uniquement parce que leurs auteurs agissent désormais de manière plus discrète et que beaucoup d'opérations ont lieu la nuit.

Les observateurs, tant internationaux que locaux, dénoncent toute une série de techniques différentes visant à intimider la population et à la forcer à voter en faveur de l'autonomie. Dans de nombreux districts, l'armée et les milices ont proféré des menaces de mort et ont annoncé une guerre civile au cas où la solution autonomiste serait rejetée. Selon de nombreuses informations, miliciens et soldats feraient également du porte-à-porte, afin de prendre des renseignements sur les personnes inscrites sur les listes électorales. Dans certaines régions, notamment dans les districts du secteur ouest, des personnes affirment avoir été contraintes par les milices à participer à un rituel et à boire un mélange de sang et de whisky, en jurant fidélité au camp autonomiste. Dans un certain nombre de localités, dont les villes de Same, de Liquica et de Maubara, des miliciens auraient essayé d'empêcher tout simplement les gens de s'inscrire sur les listes en les menaçant directement ou en prenant position tout près des centres d'inscription, afin de faire peur à ceux qui seraient tentés d'y pénétrer. Quelques cas de confiscation et de destruction de cartes d'inscription par des miliciens ont également été signalés.

L'impunité

Bien que les atteintes graves et persistantes aux droits humains perpétrées au Timor oriental, tant avant qu'après la signature des Accords, aient été très largement dénoncées, le gouvernement indonésien n'a pratiquement rien fait à ce jour pour mettre leurs auteurs devant leurs responsabilités. L'absence d'enquêtes sur les allégations d'atteintes et le fait que ceux qui se livrent ou menacent de se livrer à des violences ne sont nullement inquiétés contribuent au climat général d'impunité qui règne actuellement.

Les arrestations et les poursuites judiciaires restent l'exception plutôt que la règle et n'ont eu lieu que dans de rares affaires ayant fait beaucoup de bruit et suscité de vives pressions internationales. L'attaque des installations de la MINUTO à Maliana, le 29 juin 1999, et celle du convoi humanitaire à Liquica, le 4 juillet suivant, font partie de ces quelques exceptions. Dans un cas comme dans l'autre, le secrétaire général des Nations unies, son représentant spécial pour le Timor oriental, le Conseil de sécurité et de nombreux États membres de la communauté internationale avaient élevé de vives protestations. Sept personnes ont ainsi été jugées à Dili, en août 1999, dans l'affaire de l'attaque du convoi humanitaire. Elles étaient toutes inculpées de détention illégale d'armes à feu, au titre de la loi d'exception n°12/1951, et d'association en vue de commettre des actes de violence contre des personnes ou des biens, au titre de l'article 170 du Code pénal. Les accusés ont tous été condamnés à quatre mois d'emprisonnement. Amnesty International s'est félicitée des mesures prises par les autorités indonésiennes pour faire comparaître en justice les responsables, mais elle reste préoccupée par un certain nombre d'irrégularités qui, selon certaines informations, auraient entaché le procès. Le président du tribunal aurait en

particulier fait preuve de partialité, puisqu'il aurait orienté l'interrogatoire sur les provocations censées avoir déclenché l'attaque, plutôt que sur les faits et les responsabilités.

En ce qui concerne l'attaque de Maliana, cinq personnes devraient comparaître en justice. Un milicien d'Aitarak a été interrogé par la police le 29 juillet 1999 dans le cadre d'une autre affaire, sans lien avec les deux premières. Il avait été vu par un policier civil de la MINUTO, alors qu'il se trouvait à l'intérieur du centre d'inscription de Balide, à Dili, une arme à feu de fabrication artisanale à la main. On ignore si cet homme a été arrêté ou s'il a été mis en examen.

On s'accorde généralement pour reconnaître que la police indonésienne stationnée au Timor oriental a fait des efforts, ces dernières semaines et dans certaines localités, pour assurer la sécurité de la MINUTO et, plus généralement, pour tenter d'améliorer la situation en la matière. Toutefois, l'absence de tout annonçant que, de manière plus ou moins systématique, les auteurs de violations vont devoir répondre des nombreux abus survenus ces derniers mois, traduit un manque de volonté politique d'enquêter sur ces actes et de sanctionner les membres des milices, des TNI et de la police qui en sont responsables. Amnesty International craint toujours que la police indonésienne, qui n'a été que tout récemment séparée de l'armée, n'ait pas été investie, par le gouvernement, de l'autorité nécessaire pour s'acquitter de ses fonctions de maintien de l'ordre et de la légalité que lui reconnaissent les Accords.

Parallèlement, il est évident que des membres des milices continuent d'arrêter illégalement des personnes – ce qui, au regard de loi indonésienne, du droit international et des Accords, est exclusivement du ressort de la police. Or, bien souvent, la police semble n'avoir rien fait pour s'opposer à ces arrestations et, dans certains cas, elle aurait même coopéré avec les milices. Amnesty International a récemment reçu de Dili des informations faisant état de personnes arrêtées et rouées de coups par des miliciens, avant d'être placées en garde à vue. Quatre membres du CNRT qui se rendaient de Suai à Dili auraient en outre été récemment arrêtés à un barrage mis en place conjointement par la milice *Laksaur*, les TNI et la police.

Les exactions de l'opposition

La *Falintil* s'est elle aussi livrée à des exactions et des partisans de l'indépendance se sont rendus responsables d'actes d'intimidation. De nombreuses allégations formulées par les autorités indonésiennes et les groupes intégrationnistes ont toutefois été impossibles à confirmer.

Le 17 juin 1999, la *Falintil* a remis deux otages (un policier et un civil) à la MINUTO et au Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Enlevées dans un village du sous-district de Bazartete (district de Liquica), ces deux personnes avaient été retenues pendant environ quatre jours. Selon un rapport du secrétaire général des Nations unies en date du 22 juin 1999, elles présentaient des ecchymoses témoignant de mauvais traitements subis pendant leur captivité, mais elles n'étaient pas sérieusement blessées⁸. Deux autres personnes, voire trois, ont été libérées par la *Falintil* le 17 juillet 1999 dans le village de Hatuqueci (sous-district de Maubara, également dans le district de Liquica). Les détenus, présentés comme

⁸ Question du Timor oriental. Rapport du Secrétaire général (S/1999/705, 22 juin 1999).

étant des miliciens, avaient été capturés par la *Falintil* et retenus pendant de courtes périodes, le temps pour la *Falintil* de négocier leur remise à la police locale.

Très souvent, les informations disponibles sont insuffisantes ou contradictoires, ce qui rend difficile toute vérification. C'est le cas, par exemple, de Paulo da Costa, dont la mort, le 3 juillet 1999, aurait été, à l'origine de l'attaque du convoi humanitaire à Liquica le lendemain, si l'on en croit les autorités indonésiennes. D'après celles-ci, en effet, Paulo da Costa se rendait, avec d'autres personnes, sur une plantation pour la récolte du café, lorsque le camion dans lequel il avait pris place est tombé dans une embuscade tendue par des indépendantistes, dans le village de Hatorete. Paulo da Costa a été tué par balle. Deux de ses compagnons (August Sarmentus et Hermenegildo) ont été blessés⁹. De son côté, la *Falintil* affirme que les trois hommes faisaient partie du BMP et a reconnu avoir échangé des coups de feu avec eux. Selon une troisième version des événements donnée par une ONG locale, Paulo da Costa pourrait avoir trouvé la mort lors d'une dispute entre membres du BMP. Pour l'instant, Amnesty International n'est pas en mesure de vérifier ces informations contradictoires. On ignore si la police indonésienne poursuit son enquête sur cette affaire.

Dans d'autres cas, les allégations d'exactions commises par l'opposition se sont avérées non fondées et semblent en fait s'inscrire dans une campagne de désinformation menée contre les partisans de l'indépendance. Ainsi, Martino dos Santos, Antonio dos Santos et Eugeno Sequira Alves, trois hommes qui, à en croire le Front uni pour l'autonomie, une organisation autonomiste, auraient été capturés, puis tués par la *Falintil* à Desa Deorema, dans le sous-district de Bazartete, sont en fait vivants et n'ont jamais été détenus par la *Falintil*. Dans une autre affaire, un courrier émanant du représentant permanent de l'Indonésie à l'ONU, en date du 16 juillet 1999, faisait état d'un certain Hornando Gobya Late, originaire de Diose, un village du district de Bobonaro, et toujours porté disparu après son enlèvement par une trentaine d'hommes appartenant au « groupe anti-autonomie ». Or, selon des informations reçues par Amnesty International, s'il est exact que Hornando Gobya Late a bien été enlevé le 11 juillet 1999, les auteurs et les motifs (politiques ou personnels) de cet acte n'ont pas été établis et, en outre, la victime a été libérée dès le lendemain matin.

Amnesty International continue de prier instamment la *Falintil* de respecter le droit international humanitaire, qui interdit strictement de porter atteinte à la vie et à l'intégrité des personnes ne participant pas activement aux hostilités, de se livrer à des prises d'otages ou à des traitements humiliants ou dégradants, ainsi que de prononcer des condamnations et d'effectuer des exécutions hors du cadre d'un tribunal régulièrement constituée. L'Organisation souligne en outre la nécessité pour les autorités indonésiennes d'enquêter de manière impartiale sur les allégations

⁹. Lettre en date du 12 juillet 1999, émanant du représentant permanent de l'Indonésie à l'ONU et adressée au président du Conseil de sécurité (S/1999/782, 13 juillet 1999).

d'exactions de la part de l'opposition et de veiller à ce que les auteurs soient traduits en justice selon une procédure conforme aux normes internationales d'équité des procès.

Amnesty International est également préoccupée par certaines informations, selon lesquelles les normes internationales d'équité n'auraient pas été respectées dans le cas de deux membres de la *Falintil*, Roberto da Carmo et Gaspar Lopes, arrêtés le 19 mai 1999 à Aileu et conduits au quartier général régional de la police (*Polda*) de Dili. Amnesty International a lancé une Action urgente au moment de leur arrestation, car les deux hommes ont été battus pendant leur détention et n'ont pas été autorisés à voir un avocat. Depuis, ils ont été transférés à Ermera, où, croit-on, se déroule actuellement leur procès. Gaspar Lopes serait physiquement très éprouvé par les brutalités dont il a été victime.

L'après-scrutin

Le jour du vote marque le début et non la fin de la transition au Timor oriental. Les jours et les semaines qui suivront risquent fort d'être tendus, à mesure que les bulletins seront dépouillés, les résultats annoncés et les modalités de transition mises en place soit vers un statut d'autonomie spéciale, soit vers l'indépendance. Pendant la période intérimaire entre l'annonce des résultats et leur mise en application, l'Indonésie continuera à assumer la responsabilité de la sécurité et du maintien de l'ordre et de la légalité au Timor oriental. Le rôle qui lui sera dévolu ensuite dépendra de l'issue du vote. Pour leur part, les Nations unies continueront de jouer un rôle significatif tout au long du processus¹⁰.

Le maintien de la sécurité et la protection des droits humains doivent rester des priorités tout au long de la période qui suivra immédiatement le vote et les phases d'application. Il y aura lieu de convenir de mesures visant à protéger les droits humains et d'appliquer celles-ci avant le vote, afin d'éviter d'éventuelles atteintes à ces droits au cours de la période suivant la consultation.

Afin d'éviter des violences au lendemain du vote, les autorités indonésiennes ont l'obligation et la responsabilité d'agir de manière préventive, notamment par le désarmement et le démantèlement immédiats des milices et la traduction en justice des auteurs d'atteintes aux droits humains. Le dépôt des armes et le début d'un processus de désarmement sont prévus par les Accords. Pour l'heure, les choses n'ont guère avancé en ce domaine et, malgré l'accord conclu par toutes les parties, le 18 juin 1999, sur le principe d'un désarmement, celles-ci ne se sont toujours pas entendues sur les points essentiels, comme celui de savoir si les milices et la *Falintil* doivent ou non procéder à un désarmement simultané, et quelle serait l'autorité de contrôle. Pour l'instant, la *Falintil* a pris l'initiative unilatérale de regrouper ses troupes dans quatre cantonnements du Timor oriental. Rien de comparable n'a encore été fait du côté des milices intégrationnistes.

Les Nations unies sont mandatées pour maintenir une présence appropriée au Timor oriental, tant pendant la phase intérimaire que pendant celle de

¹⁰. La phase intérimaire, ou phase 2, recouvre la période qui sépare la fin de la consultation populaire du début de l'application de ses résultats. La phase d'application, ou phase 3, débutera après la session du Parlement indonésien (MPR) d'octobre/novembre 1999, au cours de laquelle seront approuvés les résultats du scrutin et seront prises les mesures constitutionnelles nécessaires à leur application.

l'application des résultats du vote. Leur secrétaire général a reconnu que la situation pendant la période suivant immédiatement le scrutin risquait fort d'être délicate et a déclaré que l'Organisation des Nations unies devait « *redoubler d'efforts après le scrutin afin de créer un climat de confiance, de renforcer la stabilité sur le territoire et de convaincre tous les groupes, en particulier ceux qui [seraient] minoritaires à l'issue du scrutin, qu'ils [auraient] un rôle à jouer dans la vie politique au Timor oriental* »¹¹. Une augmentation du nombre de policiers civils et d'officiers mili-taires de liaison est proposée pour cette phase.

Pendant la phase suivante, portant sur l'application des résultats du vote, si les Timorais de l'Est optent pour un statut de région autonome spéciale au sein de l'Indonésie, les Nations unies surveilleront et vérifieront la mise en place du cadre constitutionnel de l'autonomie, en veillant à ce que l'Indonésie remplisse les enga-gements pris au titre des Accords et à ce que l'État de droit et les droits humains soient garantis et respectés dans le nouveau système. Au cas où les Timorais de l'Est choisiraient l'indépendance, les Nations unies deviendront l'autorité politique et administrative pour toute la durée de la transition vers l'indépendance. Parmi les nombreuses fonctions que devra dans ce cas assumer ou superviser l'autorité provi-soire des Nations unies figureront la police, le maintien de la sécurité, la fourniture d'une assistance humanitaire, l'administration de la justice et la mise en place des institutions (édification d'un système judiciaire et juridique et préparation d'un cadre constitutionnel, notamment).

Tant pendant la phase intérimaire que pendant la phase d'application, l'ONU doit s'acquitter de son rôle conformément aux normes internationales en matière de droits humains et prendre toutes les mesures nécessaires à la protection intégrale de ces droits. La communauté internationale doit continuer à assumer sa responsabilité en fournissant le soutien et les moyens nécessaires pour permettre à l'ONU de remplir effectivement son mandat.

Recommandations

Dans son rapport intitulé *East Timor: Seize the moment* (index AI : ASA 21/49/99) [Timor oriental : une occasion à saisir], paru le 21 juin 1999, Amnesty International formulait des recommandations détaillées à l'adresse de toutes les parties impliquées dans le processus de consultation populaire, et notamment de l'ONU, des gouvernements indonésien et portugais, et de la communauté internationale. Nombre de ces recommandations soulignaient l'urgence d'une amélioration majeure de la situation en matière de sécurité au Timor oriental. Malgré un certain nombre de progrès mineurs, Amnesty International constate avec inquiétude que le gouvernement indonésien n'a toujours pas pris les mesures nécessaires pour garantir la sécurité dans les périodes précédant et suivant le scrutin.

Amnesty International réitère par conséquent ses recommandations au gouvernement indonésien, qui doit :

garantir la neutralité de l'armée et de la police indonésiennes, et veiller à ce que toutes les forces de sécurité respectent dans l'exercice de leurs fonctions les normes internationales relatives aux droits humains ;

¹¹ Question du Timor oriental. Rapport du Secrétaire général (S/1999/862, 9 août 1999).

désarmer et dissoudre immédiatement les milices intégrationnistes ;

veiller à ce que toutes les informations sur des atteintes aux droits humains, y compris les menaces, fassent immédiatement l'objet d'enquêtes impartiales et approfondies et à ce que les responsables soient traduits en justice lors de procès conformes aux normes internationales d'équité ;

protéger la population civile de tout déplacement forcé et arbitraire, garantir la sécurité des personnes actuellement déplacées, donner des garanties de sécurité et créer des conditions susceptibles de permettre aux personnes déplacées de rentrer chez elles ;

libérer immédiatement et sans conditions tous les prisonniers d'opinion et réexaminer les condamnations prononcées à l'encontre des prisonniers politiques reconnus coupables à l'issue de procès inéquitables. La révision du procès de Xanana Gusmao ayant déjà été refusée, Amnesty International estime que ce dernier devrait être libéré.

Amnesty International réitère également ses appels au CNRT pour que celui-ci :

veille à ce que tous les membres de l'Armée de libération nationale du Timor oriental (*Falintil*) se comportent conformément au droit international humanitaire ;

coopère pleinement avec la MINUTO dans le cadre de la mise en œuvre de son mandat.

Amnesty International prie en outre instamment les Nations unies et les parties aux accords du 5 mai 1999 de :

garantir la sécurité et le respect des droits fondamentaux des habitants du Timor oriental, quelles que soient leur appartenance ethnique ou nationale ou leur opinion politique, au lendemain du scrutin et durant les phases ultérieures d'application des résultats ;

mettre au point un programme d'action visant à assurer la sécurité des personnes déplacées, afin que celles-ci puissent avoir accès à l'aide humanitaire et participer au processus de consultation.

Les membres de la communauté internationale devraient :

faire pression sur les autorités indonésiennes, afin qu'elles s'acquittent des obligations contractées aux termes des Accords, notamment de l'obligation d'assurer la sécurité lors du processus de consultation populaire ;

fournir les moyens et le soutien nécessaires à l'ONU pour qu'elle puisse mener à bien sa mission, avant et après le scrutin ;

veiller à ce que les observateurs envoyés sur place pour surveiller le scrutin aient reçu une formation et des instructions en vue de recueillir des informations sur les atteintes aux droits humains et de signaler ces atteintes ;

revoir les programmes d'assistance à la lumière du scrutin, dans le souci de les orienter vers des objectifs relatifs aux droits humains, notamment la lutte contre l'impunité et le financement de garanties en matière de droits fondamentaux.

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre East Timor: Violence Erodes Prospects for Stability. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - septembre 1999.

Vous pouvez également consulter le site ÉFAI sur internet : <http://efai.i-france.com>

Pour toute information complémentaire veuillez vous adresser à :